

LA LETTRE DU BRÉSIL

Le Brésil , une nouvelle route de la soie ?

Après la visite du Président Bolsonaro aux Etats-Unis en mars dernier , l'on aurait pu s'attendre en toute logique à l'acceptation formelle de la candidature brésilienne à l'OCDE à l'occasion de la réunion interministérielle. Malgré une annonce relayée par la presse locale d'un soutien américain, cette candidature devra attendre un nouvel élargissement de l'institution. Mais le Brésil est présent dans d'autres enceintes et notamment celle des BRICS dont elle assure la présidence en 2019 avec à la clé un sommet au Brésil à la fin de cette année. Dans cette perspective, la visite du vice-président de la République Mourao en Chine est un évènement car il nous rappelle l'importance des relations entre les deux pays , particulièrement dans le domaine économique sur fond de guerre commerciale Etats-Unis-Chine.

Si les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis 45 ans, c'est surtout depuis le début de ce siècle que les relations économiques ont atteint une dimension d'envergure d'abord sur le plan des échanges puis plus récemment sur le plan des investissements. Ce déplacement s'inscrit dans une forme de realpolitik (« rouvrir le canal de la coopération ») où les intérêts, dont certains sont fondamentaux pour le Brésil, dépassent largement les sentiments. Outre le rôle que pourrait jouer à nouveau les BRICS , deux sujets méritent d'être relevés.

D'une part, la 5G et Huawei où sur le plan technique l'économie brésilienne, notamment mais pas exclusivement les opérateurs de télécommunications, aurait beaucoup à pâtir d'un alignement sur les positions américaines qui pourrait être pris sur des critères politiques.

D'autre part, la place du Brésil dans les nouvelles routes de la soie. A la différence de près de 20 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, le Brésil n'a pas signé d'accord avec la Chine dans le cadre de cette initiative. Mais, dans un contexte d'ouverture de l'économie brésilienne, illustration d'une nouvelle stratégie économique, la Chine s'avère être un partenaire de premier plan dans les infrastructures dans un contexte où ce seront des règles brésiennes qui seront mises en oeuvre.

Les entreprises françaises qui seront rassemblées au forum franco-brésilien le 5 juin à Paris devront faire face à une redoutable compétition.

Contact : olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr

Actualité économique et financière

D'après l'IBGE, le PIB brésilien recule de 0,2% (cvs) au premier trimestre 2019 par rapport au T4 2018. C'est le premier résultat négatif depuis le T4 2016. Ainsi, sur les 4 derniers trimestres, la croissance annuelle ralentit, s'établissant à +0,9%.

Du côté de l'offre, cette baisse trimestrielle du PIB est à mettre à l'actif des secteurs industriel (-0,7% t.t) et agricole (-0,5% t.t). Pour l'industrie, la chute de l'industrie extractive (-6,3%) a eu un impact considérable sur le secteur. La catastrophe de Brumadinho (effondrement d'un barrage dans une mine de fer faisant 237 morts en janvier dernier) et l'arrêt de production sur d'autres sites miniers pour effectuer des contrôles ont affecté l'un des principaux secteurs d'exportation brésilien (9% des exportations totales en 2018 pour le fer brut). De plus, le secteur agricole a également souffert (-0,5% t.t) alors que le secteur des services a permis de freiner le ralentissement (+0,2% t.t).

Du côté de la demande, la chute de l'investissement (-1,7% t.t), dans un contexte d'incertitude politique tant sur la capacité du nouveau gouvernement à faire passer des réformes (surtout celle de la Sécurité Sociale, dont les retraites) que sur le contenu des réformes en soi, a fait pression à la baisse sur la croissance du PIB. Le taux d'investissement tombe ainsi à un niveau extrêmement bas de 15,5% du PIB sur le trimestre, freinant le potentiel économique du pays. Les exportations sont également en baisse (-1,9%), en lien avec le net recul d'exportations d'automobiles, conséquence de la crise argentine (pays qui représentait en 2018, 80% des exportations de véhicules) et le ralentissement de la croissance mondiale. A l'inverse, la consommation des ménages continue de progresser légèrement (+0,3% t.t) mais reste contrainte par un taux de chômage élevé, alors qu'elle est le principal moteur de croissance du Brésil historiquement.

Ainsi, ce trimestre s'est révélé extrêmement décevant et a conduit de nombreuses institutions à baisser leurs prévisions de croissance pour 2019 (passant de +2,5% en janvier à +1,2% aujourd'hui d'après le consensus de marché de la BCB). Si de nombreux facteurs exogènes expliquent ce ralentissement économique sur le trimestre (barrage de Brumadinho, crise argentine etc.), la situation reste morose, et sans changement structurel profond, il semble difficile d'imaginer un retour à un rythme de croissance soutenu à court-terme.

Contact : julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr ; vincent.guiet@dgtrésor.gouv.fr

Activité
Croissance du PIB
T1 2019
-0,2% t.t

Prix
Inflation IPCA
(glissement annuel)
+4,94%

Emploi
Taux de chômage
12,5%

*Taux de change
BRL/EUR*
Cours au 05/06 :
4,34
Variation
mensuelle : -2,5 %
(appréciation du
BRL)

Projections
Croissance du PIB
2019
(survey BCB)
+1,1% (contre
+1,7% le mois
dernier)

Réforme de l’Ombudsman des Investissements Directs

Le gouvernement brésilien a publié récemment le décret n° 9.770, de 22 avril 2019, dont l’objectif est **de renforcer les fonctions du service d’Ombudsman des Investissements Directs (OID) qui existait déjà auprès de la Chambre de Commerce Extérieur (CAMEX)**. Jusqu’ici, celui-ci ne pouvait répondre qu’aux sollicitations ou plaintes d’investisseurs provenant de pays avec lesquels le Brésil possédait un Accord de Facilitation de Commerce. **Ce décret a pour but que ce mécanisme – au travers de sa plateforme électronique - soit maintenant accessible à tous les investisseurs étrangers et devienne leur guichet unique pour l’investissement au Brésil**. Pour mener cette réforme, le Brésil s’est inspiré de mécanismes similaires, mis en place par d’autres pays, notamment du modèle sud-coréen.

Le rôle central de ce service est d’**apporter une réponse cohérente et efficace aux problèmes et obstacles rencontrés par les investisseurs au Brésil**. Il doit aussi devenir, à la faveur de cette réforme, une **plateforme de facilitation d’investissements (et réinvestissements)**. Il fournira pour cela, aux potentiels investisseurs, des réponses et/ou orientations – notamment concernant la réglementation brésilienne - en s’appuyant sur les services techniques concernés (agences gouvernementales et autres ministères brésiliens).

Ce mécanisme doit en outre permettre aux autorités brésiliennes d’identifier, suivre et gérer de manière homogène les demandes des entreprises. Une vision consolidée qui leur permettra ainsi **d’identifier les réformes possibles/souhaitables pour améliorer l’environnement d’investissements au Brésil**. L’OID se veut donc un outil « facilitateur », au service des investisseurs, chargé d’apporter des résultats concrets en vue de la réduction du « coût Brésil ».

Cette démarche s’inscrit notamment dans le cadre de La Déclaration sur l’investissement international et les entreprises multinationales de l’OCDE de 1976. Le Brésil, candidat à l’entrée à l’OCDE, est adhérent de cette déclaration depuis novembre 1997.

Contact : larissa.colovatti@dgtresor.gouv.fr ; anne.bernard@dgtresor.gouv.fr avec l’appui de Victor Munhoz (SP).

Le secteur de la santé au Brésil

S’il est un domaine où le Brésil mérite l’appellation de « marché stratégique » c’est bien celui de la santé. Car les perspectives de ce secteur sont directement liées à la taille de la population. Avec 212 millions d’habitants, le géant de l’Amérique Latine constitue le **2^{ème} marché santé du continent américain**, après celui des Etats-Unis. Mais en termes de croissance sur la période 2017-2022, le marché latino-américain croît à un rythme annuel de 7% contre 5% pour le marché nord-américain.

Pendant la crise économique très dure traversée par le Brésil en 2015-2016, la santé est le seul secteur qui a continué à croître rapidement, tout en connaissant des évolutions profondes. Si les maladies cardiovasculaires demeurent le principal facteur de risque sur les 25 dernières années, on constate un net recul des maladies transmissibles auxquelles se substituent le cancer et le diabète comme principales pathologies d’une population qui va vieillir fortement entre 2030 et 2050. Les maladies néonatales passent du 4^{ème} au 12^{ème} rang, preuve que le système de santé brésilien sait faire preuve d’efficacité sur des enjeux majeurs. Ainsi du HIV qui, après un pic en 1997, a vu sa prévalence divisé par deux, résultat d’une politique publique extrêmement volontariste.

Le développement de la classe moyenne brésilienne a fait croître la part des dépenses de santé dans le PIB de 7,5 à 10% depuis 25 ans, plaçant le Brésil très au-dessus des autres BRICS, mais aussi du Royaume-Uni ou de l’Italie. Les **dépenses de santé par Brésilien ont été multipliées par 3 depuis 2002**, à environ 1500 BRL dans un système qui est financé pour moitié par la dépense publique (à comparer à la France où le financement public atteint 80%).

En 2017, les importations de produits pharmaceutiques ont atteint 6,3 Mds USD. La balance commerciale du secteur pharmaceutique est structurellement déficitaire, avec une très forte croissance du déficit entre 2003 et 2011, en raison d’une explosion des importations brésiliennes de médicaments (multipliées par 4,5 sur la période).

Les grands laboratoires brésiliens sont en quête de partenaires internationaux. Le niveau du personnel scientifique du secteur pharma et santé est élevé au Brésil, mais des carences existent, notamment en matière de gestion des procédures. Plus généralement, les grands acteurs sont constamment à la recherche de partenaires étrangers pouvant les accompagner dans leurs processus de R&D ; autant d’opportunités pour nos champions nationaux.

Contact : michel.bianchi@dgtresor.gouv.fr

Actualité des entreprises françaises au Brésil

Engie a remporté l'appel d'offres de Petrobras pour acquérir TAG (Transportadora Associada de Gás), le plus important réseau de gazoducs du Brésil (8,6 Mds USD). Cependant, vendredi 24 mai dernier, un juge de la Cour suprême fédérale du Brésil a demandé la suspension de l'opération. La juridiction doit se prononcer le 5 juin prochain sur cette question. *L'AGEFI – 28/05/2019*

Baccarat a inauguré, le 23 mai dernier, sa troisième maison au Brésil, à São Paulo, dans le quartier Jardim Europa. Les produits Baccarat sont distribués par la famille BEGAN qui, depuis l'année 2000, détient sa représentation exclusive au Brésil. Le Brésil qui était, dès le 19ème siècle, le 3ème marché de la société française et que la marque considère aujourd'hui comme son principal marché en Amérique latine. *Business France – SE de São Paulo – 22/05/2019*

Sodebo a inauguré, le 27 mai dernier, sa 1^{ère} usine de fabrication hors de France, à Porto Feliz, Etat de São Paulo. Cette unité, de 11.000 m², représente un investissement de 80 M BRL et aura une capacité de production de 40 millions de produits par an. Présente au Brésil depuis 2015, l'entreprise qui compte actuellement 50 salariés devrait atteindre les 250 collaborateurs d'ici la fin de l'année 2020. *Communiqué Sodebo – 23/05/2018*

Contact : larissa.colovatti@dgtresor.gouv.fr ; anne.bernard@dgtresor.gouv.fr

Présence française au Brésil

Stock d'IDE en 2017
(Banque de France)
23,6 Mds EUR

11ème destination en termes de présence française dans le monde (stock)

1er pays émergent pour les investissements français à l'étranger (stock)

En termes de flux, le Brésil est également la 11ème destination française en 2017 (1er pays émergent également)

D'après la Banque centrale du Brésil, la France reste le 5ème investisseur au Brésil depuis 2010 (stock)

Toujours d'après la BCB, la France représente environ 5% des IDE au Brésil derrière les Pays-Bas, les USA, l'Espagne et le Luxembourg (investisseur immédiat)

Service Economique Régional du Brésil

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : @BresilEco

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication